

## DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU PREMIER MINISTRE JEAN CASTEX

(Assemblée nationale – 15 juillet 2020)

### LES ANNONCES DU PREMIER MINISTRE

---

#### 1. Plan de relance de l'économie

**Le plan de relance de l'économie, d'un montant de 100 milliards d'euros sera présenté au début du mois de septembre** et la « *part conjoncturelle de la dette liée à cette crise fera l'objet d'un cantonnement* ». Le Gouvernement présentera tous les deux mois les impacts et les résultats de ce plan.

**Ce plan se décompose comme suit :**

- **38 milliards** pour la pérennisation des dispositifs d'activité partielle pour cette année et l'année prochaine
- **1,5 milliard** pour la formation professionnelle afin d'alimenter le compte de formation professionnel, pour l'ouverture de 200 000 places supplémentaires en formation dès 2021
- **40 milliards** pour l'allègement des impôts sur la production, le développement des technologies d'avenir, la réduction de l'empreinte carbone et l'accélération de la numérisation de l'administration et des entreprises.
- **20 milliards** pour la rénovation thermique des bâtiments.

#### ❖ **En matière d'écologie**

- Présentation d'un PJJ en automne reprenant les mesures de la convention citoyenne
- Mise en place d'un moratoire pour l'installation de nouveaux centres commerciaux afin de lutter contre l'artificialisation des sols
- Présentation d'un plan vélo « *contractualisé avec les collectivités territoriales* »
- Réduction de la publicité pour les « *produits polluants* »
- Accélération de « *tous les investissements dans la filière agricole* ».

#### ❖ **En matière d'investissements et de soutien aux entreprises et aux ménages**

- Soutien aux « *secteurs du tourisme, sport et la culture* »
- Modération de la distribution des dividendes et relance de la participation et de l'intéressement
- Pérennisation des mesures de soutien aux plus pauvres (revalorisation de l'allocation pour la rentrée scolaire et intensification et poursuite du plan pauvreté)
- Précision qu'il n'y aura pas « *d'effort fiscal supplémentaire demandé aux français* »
- Adaptation de la réforme de l'assurance-chômage, sans précision des contours.

### ❖ **Plan jeunesse**

- Réduction du cout du travail pour les jeunes de moins de 25 ans, de 4 000 euros, jusqu'à 1,5 smic, pour une durée d'au moins an.
- Création de 300 000 contrats d'insertion supplémentaires ainsi que 100 000 places de plus de services civiques.
- Les prix repas dans les restaurants universitaires seront fixés à 1 € pour les étudiants boursiers.

## 2. Les autres mesures

### ❖ **Justice**

- Création de juges de proximité spécialement affectés aux délits relatifs à la tranquillité publique dès 2021.

### ❖ **Retraites**

- Confirmation de la « *disparition à terme des régimes spéciaux* » et distinction de la réforme systémique de la réforme économique.

### ❖ **Transformation des institutions et organisation territoriale**

- Transformation du CESE en conseil de la participation citoyenne
- Réorganisation de l'organisation territoriale, notamment les compétences dévolues aux départements.
- Affectation des créations d'emplois dans le prochain PLF, sauf exception, aux départements
- Soutien « *aux investissements des collectivités territoriales orientée vers l'écologie et le développement durable* » (modernisation des réseaux d'assainissement des eaux et sauvegarde des petites lignes ferroviaires)
- Consécration du droit à la différenciation dans une loi organique
- Engagement des travaux dans le cadre des PRU dans 300 des 500 villes concernées
- Précision que « *l'agenda rural sera accéléré* ».

### ❖ **Santé**

- Reprise de 13 milliards d'euros de la dette hospitalière et investissement de 6 milliards d'euros supplémentaires en matière de santé
- Allègement des charges administratives pour les médecins et favorisation de la télémédecine
- Création d'une 5<sup>ème</sup> branche de la sécurité sociale pour la dépendance avant la fin du quinquennat
- Reprise du déficit de la sécurité sociale pour la partie liée à la crise sanitaire, à partir de la dette « Covid », et mise en place de mesures de retour vers l'équilibre pour la partie qui révélerait d'une dégradation plus structurelle des comptes sociaux.

### ❖ **Égalité**

- Poursuite et amplification des efforts du Gouvernement en matière d'égalité femmes-hommes et d'égalité des chances.

### ❖ **Laïcité**

- Présentation en début d'année d'un PJJ contre les séparatismes.